

RETRAITÉS MALTRAITÉS

Les retraités dans le viseur du gouvernement

Une nouvelle fois le gouvernement s'en prend aux retraités en les montrant du doigt et en s'attaquant à leur pouvoir d'achat.

Rappelez-vous, il y a quelques semaines, Emmanuel Macron parlait du « pognon de dingues » que coûteraient « les aides sociales ». Aujourd'hui il montre ce qu'il appelle les aides sociales : les pensions de retraite, les allocations familiales, les APL, etc.

Après la non revalorisation des pensions pour 2018, après la hausse de la CSG de 1,7 point, c'est aujourd'hui l'annonce d'une revalorisation de 0,3% en 2019 et 2020, très nettement en dessous des prévisions de l'inflation. Entre juillet 2017 et juillet 2018, les prix ont augmenté de 2,3%, et, selon les prévisions l'inflation devrait être de 1,8% en 2019 et 2020.

Considérer les pensions de retraite comme des aides sociales est intolérable. Les retraités ne sont pas des assistés, leurs pensions ils l'ont gagné en travaillant toute leur vie.

A cela risque de s'ajouter les conséquences de la future réforme des systèmes de retraite avec notamment la remise en cause des pensions de réversion

Des décisions contraires aux intérêts économiques de notre pays

Les décisions, concernant les retraités, prises par Nicolas Sarkozy, François Hollande et surtout par Emmanuel Macron conduisent à une perte de pouvoir d'achat sans précédent pour les retraités. Cela conduit à une baisse de la consommation et à une stagnation de la croissance. C'est ce que confirme M Waechter, économiste chez Natixis : « La baisse de la consommation est la principale responsable du coup de mou de la croissance, les dépenses des ménages ayant fléchi de 0,1% au deuxième trimestre. »

« La consommation a été pénalisée par les effets fiscaux du premier trimestre avec la hausse de la CSG et celle des taxes sur les carburants ».

Des décisions prises pour financer les mesures fiscales pour les patrons et les plus riches de notre pays.

Après avoir fait cadeau, aux plus riches, de 5 milliards d'euros en 2018 avec la suppression de l'ISF et l'instauration du « bouclier fiscal », le gouvernement s'apprête à verser 40 milliards d'euros aux patrons, en 2019, par l'intermédiaire du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) qui a pourtant montré son incapacité à permettre la création d'emploi. Le patron des patrons, Gattaz, avait pourtant promis, à la création du CICE en 2013 de créer un million d'emplois. Ils ont empoché l'argent, mais on attend toujours les emplois.

Des riches de plus en plus riches pour des pertes de pouvoir d'achat pour les salariés actifs et retraités

D'après une étude du cabinet Janus Henderson, les dividendes versés aux actionnaires au deuxième trimestre ont augmenté de 12,9% à l'échelle mondiale avec près de 500 milliards de dollars distribués. **En France les dividendes distribués ont augmenté de 23, 5% après une augmentation de 22% en 2017.** Ces dividendes se montent à 50,9 milliards de dollars, près de 44 milliards d'euros. La France avec la Belgique et la Suède sont le trio de tête dans la distribution des dividendes. Cet argent, qui va dans les poches des actionnaires, ne servira pas à l'investissement.

Plutôt que piquer des sous dans les poches des retraités, c'est sûrement de ce côté là qu'il faut chercher.

Les organisations de retraités CGT, FO, FSU, FGRFP, CFE-CGC et LSR de Charente-Maritime appellent à se mobiliser massivement

le 9 octobre 2018.

**Manifestation Palais de justice
à Saintes à 10H30**